

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1850 — 1851.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 8.

M. LANDELOOS, 1^{er} rapporteur.

- | Números
du
Feuilleton. | Números
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 5653. | Par pétition datée de Bruxelles, le 30 janvier 1851,
La veuve du sieur Trappeniers, décédé chirurgien du plat pays, prie la Chambre de lui accorder un secours.
— Concl. — Ordre du jour. |
| 2. | 5659. | Par pétition datée de Laethem-Stc-Marie, le 22 février 1851,
Le sieur Dujardin, secrétaire communal à Laethem-Stc-Marie, prie la Chambre de déclarer valide le scrutin de ballottage auquel il a été procédé, le 31 octobre 1850, à Munkzwalm, pour la nomination d'un secrétaire communal. — Concl. — Ordre du jour. |
| 3. | 5650. | Par pétition datée d'Hekelgem, le 17 février 1851,
Les membres de l'administration communale et plusieurs habitants d'Hekelgem demandent que le tirage au sort pour la milice soit remplacé par l'enrôlement volontaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 5661. | Par pétition datée de Bruxelles, le 24 février 1851,
Le sieur Funck, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre pour que la cause des frères Sauvenée soit jugée au plus tôt et portée à la série extraordinaire des assises. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |

M. VAN RENYNGHE, 2^{me} rapporteur.

- | | | |
|----|-------|--|
| 5. | 5684. | Par pétition datée de Lize, le . . . mars 1851,
Plusieurs habitants de Lize, Boverie, etc., demandent que, moyennant une redevance équitable, ils soient reconnus, par le Gouvernement, propriétaires des sarts qu'ils ont défrichés, et réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir leur séparation de la commune de Seraing. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
|----|-------|--|

6. 5701. Par pétition sans date,
Le sieur Halin, ancien employé au chemin de fer de l'État, prie la Chambre de lui accorder un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
7. 5687. Par pétition datée d'Éverbecq, le 13 mars 1851,
L'administration communale d'Éverbecq demande que les administrations communales aient la faculté de faire mettre en liberté leurs indigents détenus aux dépôts de mendicité, sous la condition de leur fournir du travail et des secours suffisants, et réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la mise en liberté des indigents de cette commune, qui sont détenus au dépôt de mendicité de Mons. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 5737. Par pétition datée de Bruxelles, le 2 avril 1851,
Le sieur Lefebvre, se plaignant des difficultés qu'il rencontre dans l'application de son procédé destiné à combattre la pleuro-péripneumonie épizootique, demande un subside qui lui permette de publier un mémoire pour faire connaître son procédé. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
9. 5715. Par pétition datée de Pitthem, le 26 mars 1851,
L'administration communale de Pitthem demande l'érection de fermes de bienfaisance dans lesquelles les mendiants devraient se livrer au travail agricole. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
10. 5706. Par pétition datée d'Humbeek, le 22 février 1851,
5739. Les conseils communaux d'Humbeek, Steenuffel, Capelle-au-Bois, Meysse, Beyghem, Grimberghen, Ramsdonck et Strombeek-Bever, demandent la révision de la loi relative aux dépôts de mendicité et des dispositions concernant le domicile de secours.
Même demande du conseil communal de Renaix. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. H. DE BAILLET, 3^{me} rapporteur.

11. 5727. Par pétition datée de Lobbes, le 31 mars 1851,
Le sieur Charles Seutin, saunier à Lobbes, demande la remise des droits d'accises payés ou portés à son compte de crédit à terme, à raison des sels et saumures qu'il a perdus au mois d'août 1850, par suite du débordement des eaux de la Sambre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
12. 5707. Par pétition datée de Braine-l'Alleud, le 25 mars 1851,
Le sieur John, ancien maréchal-des-logis de la gendarmerie, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.

13. 5711. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 mars 1851,
Le sieur Lefebvre demande un subside pour l'aider à faire connaître le moyen de combattre la maladie qui attaque les pommes de terre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
14. 5718. Par pétition datée de Liège, le 26 mars 1851,
Le sieur Léonard fait hommage à la Chambre de cinq exemplaires d'une brochure comprenant des lettres au conseil communal de Liège, relatives à des mesures hygiéniques, au péage du pont de la Boverie et à des travaux d'utilité générale, et présente des observations sur les avantages, pour la ville de Liège et pour le Gouvernement, de transférer dans la station de Londoze celle des Guillemins, quant à tout ce qui est en destination pour Liège et réciproquement. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur.
15. 5722. Par pétition datée de Paliseul, le 27 mars 1851,
Le sieur Kemppe, ancien maréchal-des-logis, congédié pour infirmité contractée au service, prie la Chambre de lui accorder une pension ou de lui faire obtenir une place. — Concl. — Ordre du jour.
16. 5735. Par pétition datée de Lanefte, le 4 avril 1851,
Le sieur Gillard demande une loi pénale qui assure l'exécution des articles 69, 70 et 71 de la loi communale. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.
17. 5736. Par pétition datée de Nieuport, le 5 avril 1851,
Les sieurs Kesteloot et Vandenbussche, à Nieuport, réclament l'intervention de la Chambre pour faire réformer des décisions du conseil de milice de Furnes et du conseil de révision de Bruges. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
18. 5740. Par pétition datée d'Anvers, le 7 avril 1851,
Le sieur Gérard Van Liebergen, ancien brigadier des douanes, à Anvers, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- M. ANSIAU, 4^{me} rapporteur.
19. 5700. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 21 mars 1851,
Le sieur Van Hees, garde civique de la légion de St-Josse-ten-Noode, résidant à Schaerbeek, réclame l'intervention de la Chambre contre l'inscription de sa femme au rôle des indemnités de la garde civique de Schaerbeek. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

20. 5719. Par pétition datée de Wavre, le 27 mars 1851,
Le sieur Couder, milicien congédié du service, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un certificat de bonne conduite qui lui est refusé. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
21. 5696. Par pétition datée de Laiche, le 17 mars 1851,
Le sieur Paquet, instituteur communal à Laiche, prie la Chambre d'engager le Gouvernement à lui donner une position plus avantageuse ou bien une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
22. 5703. Par pétition datée de Chênée, le 22 mars 1851,
Le sieur Goda réclame contre la décision prise par le Gouvernement au sujet d'un legs fait par sa cousine germaine aux hospices civils de Liège. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
23. 5716. Par pétition datée de Virton, le 26 mars 1851,
Le sieur Bomblez, ancien fermier de barrière, prie la Chambre de lui faire obtenir une indemnité pour payer les frais que lui ont occasionnés des contraventions aux dispositions sur les barrières. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
24. 5691. Par pétition datée d'Halanzuy, le 14 mars 1851,
5678. Les membres du conseil communal d'Halanzuy demandent la prompte exécution du chemin de fer du Luxembourg, et, en attendant, l'établissement d'un camp militaire dans la province, ou du moins des détachements de cavalerie dans les villages.
Même demande du conseil communal d'Aubange. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
25. 5692. Par pétition datée d'Écaussines-d'Enghien, le 13 mars 1851,
Quelques propriétaires à Écaussines-d'Enghien demandent des modifications à la loi concernant la location des maisons de peu de valeur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
26. 5686. Par pétition datée de Mons, le 10 mars 1851,
Plusieurs propriétaires à Mons prient la Chambre de modifier la loi sur les expulsions des locataires, en ce qui touche les locaux ou petites habitations d'un loyer inférieur à 10 francs par mois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.